

pas disposé à faire de grandes concessions même pour obtenir le genre de rapprochement dont vient de parler mon honorable ami.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Ni moi également. Il est, peut-être, quelque peu difficile de fixer la ligne frontière ; il existe aussi certains points sur lesquels des concessions, selon moi, ne devront jamais être faites, et d'autres sur lesquels des concessions peuvent être accordées ; mais si l'expérience démontrait que ces concessions ne donnent pas la satisfaction sur laquelle on comptait, elles devraient être retirées. Bien que je ne désire établir aucune relation politique entre le Canada et la république voisine ; bien que nous devions maintenir notre autonomie—c'est-à-dire, une autonomie compatible avec le maintien du lien qui nous unit à l'Empire, je suis en faveur de relations plus intimes, d'une entente plus amicale avec nos voisins de l'autre côté de la frontière.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : C'est le désir de tout le monde.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Des relations plus amicales, depuis quelques mois, avec nos voisins sont en voie de se développer. J'ai, moi-même, rencontré, l'été dernier et au cours du présent hiver, plusieurs hommes éminents de la république voisine, et j'ai constaté une très grande amélioration dans leurs dispositions envers le Canada et la Grande-Bretagne. Lorsque les Etats-Unis secouèrent le vieux lien colonial pour vivre de leur propre vie, pour former une nation indépendante, pour être à l'abri de toute alliance embarrassante—ne voulant plus d'une simple alliance politique, ne désirant que des relations commerciales intimes, ils atteignirent leur majorité. Leurs aspirations se sont depuis développées ; ils ont entrepris de faire des conquêtes territoriales à l'extérieur ; ils ont donné, pour l'avenir des garanties de leur bonne conduite et ils ne se tiendront plus dans cet isolement que quelques-uns peuvent considérer comme de l'indépendance ; mais que je considère plutôt comme de l'égoïsme accusant une mauvaise nature. Nous pouvons, par conséquent, espérer, aujourd'hui, que les Etats-Unis, vu leur nouvelle politique d'agrandissement territorial et la meilleure entente qui existe entre eux et le gouvernement Impérial de notre mère patrie, se montreront plus souples et seront à l'avenir disposés à traiter avec nous à des conditions plus libérales que par le passé—

étant poussés dans cette voie plus libérale par leur propre intérêt.

Mon honorable ami a aussi parlé de la question de la prohibition. Je ne suis pas disposé à discuter cette question, parce que mon honorable ami, bien qu'il nous ait lu les opinions d'autres personnes, opinions qui peuvent avoir une très grande valeur—

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Ce sont des opinions libérales.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Mon honorable ami se serait satisfait, lui-même, et je suis convaincu que ceux qui siègent à la droite de cette Chambre auraient été encore plus satisfaits, s'il s'était un peu plus appliqué à faire connaître sa propre opinion—qu'il a déclaré ne pas vouloir exprimer.

Mon honorable ami, cependant, n'a pas atteint son but au moyen de cette réserve, puisqu'il nous a cité l'opinion exprimée sur la prohibition par le ci-devant premier ministre, feu sir John Thompson, opinion qui était entièrement d'accord avec la sienne. Mon honorable ami nous a dit que sir John Thompson avait déclaré aux partisans de la prohibition qu'il n'était pas en faveur de cette mesure ; qu'il y était opposé, et qu'il avait l'intention de persister dans cette attitude. Mon honorable ami nous a dit que l'attitude que nous avons prise, nous-mêmes, sur cette question est une fraude ; que, de fait, notre ligne de conduite, en proposant de soumettre à un plébiscite la question de la prohibition a manqué de franchise. Mais mon honorable ami oublie qu'il a lui-même, donné avec empressement son appui à la proposition d'un plébiscite. Si mon honorable ami nourrissait, lors de la dernière session, les opinions qu'il a exprimées, aujourd'hui, si clairement, il aurait dû alors combattre le recours à un plébiscite ; il aurait dû combattre, ici, cette prétendue fraude ; il aurait dû faire son possible pour que cette fraude ne fût pas commise dans cette Chambre. Mais mon honorable ami croyait, sans doute, que le gouvernement marchait à la mort. Que la conduite du gouvernement fut frauduleuse, ou non, que son recours à un plébiscite fût ou non une vilénie, mon honorable ami était prêt à accepter et faire n'importe quoi dans le but de pousser le gouvernement à se suicider.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Oh ! je ne voudrais pas une pareille chose.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Puis mon honorable ami a lu des